



(nouveau)Parti communiste italien

Comité Central
Site: <http://www.nuovopci.it>
Courriel: lavocenpci40@yahoo.com

Délégation du CC du (nouveau)Parti communiste italien
Adresse : BP 3 - 4, rue Lénine 93451 L'Ile St Denis
Courriel : delegazionecpnpci@yahoo.it

Communiqué CC 10/10 - 18 Mai 2010

Le Comité Central du (n)PCI salue la fondation de l'Union syndicale de base et souhaite un plein succès au Congrès qui commence le 21 mai !

Pour développer sur une grande échelle une forte mobilisation pour l'emploi, pour chaque autre droit des travailleurs et des masses populaires, pour réaliser les points individuels de la Plate-forme revendicative du Syndicalisme de base, il faut combiner chaque revendication avec la lutte pour former un gouvernement d'émergence qui fait face à la crise !

Pour tenir foi aux intentions proclamées, l'USB doit se mettre à la tête de la mobilisation des Organisations Ouvrières et des Organisations Populaires pour constituer un gouvernement d'émergence qui fasse face à la crise, le Gouvernement de Bloc Populaire !

Il est toujours plus évident que la bande Berlusconi n'a pas de solution à la crise en cours, et encore moins est en mesure de satisfaire dans son complexe la Plate-forme revendicative du Syndicalisme de base. Mise face à une Plate-forme purement revendicative, elle peut seulement en profiter pour satisfaire les demandes de quelques travailleurs dans le but de les dresser contre les autres.

La vie pour les masses populaires devient de jour en jour plus difficile. Les postes de travail diminuent, ceux qui ne sont pas supprimés deviennent précaires, avec moins de droits, avec des salaires inférieurs. Des démonstrations, occupations, grèves et diverses autres formes de lutte explosent dans chaque partie du pays. La crise s'aggrave de jour en jour. Mais la crise n'est pas une chose mystérieuse : elle est ce que peut faire le capital financiers qui domine l'économie réelle et ne peut pas ne pas la dominer. L'humanité n'est pas dirigée par un dieu mystérieux. Elle est dirigée par une classe de financiers, de banquiers et de spéculateurs (souvent une même personne est tous les trois à la fois) auxquels sont subordonnés les capitalistes entrepreneurs (industriels, producteurs de marchandises (biens et services) qui souvent sont eux-même personnellement des financiers et des spéculateurs), et par sa cour de prêtres, riches et dirigeants de la criminalité organisée. Ceci est leur monde et leur civilisation. Le cours des choses que nous subissons est ce qui correspond à leur direction, à leurs intérêts, à leurs privilèges, à leur mentalité, à leurs habitudes. De la part des masses populaires, de la part de leurs dirigeants qui plus ou moins systématiquement réfléchissent sur la situation (appelons les intellectuels), il est inutile de continuer à se dire les uns les autres qu'il faut avoir une perspective, qui faut indiquer une perspective. La perspective il n'y en a qu'une et une seule. Il faut avoir le courage de l'emprunter, de lutter pour la réaliser.

Il y a quelques jours, à la fermeture du 16e congrès de la CGIL, Epifani a demandé au gouvernement de la bande Berlusconi un engagement extraordinaire triennal pour créer des postes de travail. Peu importe de savoir si Epifani le fait pour s'asseoir de nouveau avec la CISL et l'UIL à la table du gouvernement et de la Confindustria ou s'il le fait pour établir sa carrière pour lorsqu'en septembre il quittera le secrétariat de la CGIL. Il est certain que son invocation ne sert qu'à jeter de la fumée dans les yeux des travailleurs indignés et préoccupés du développement du chômage, de la précarité et des mesures dites anti-crise mais en réalité anti-travailleurs et antipopulaires. Même sans le vouloir, toutefois, Epifani renforce la conviction déjà diffuse que la crise est grave et en particulier que, en continuant de ce pas,

d'autres postes de travail seront détruits et que la situation des travailleurs, des retraités et des masses populaires s'aggravera encore.

Dans le même Congrès la FIOM, par la bouche de Rinaldini et de Cremaschi, a proposé la construction d'un mouvement de lutte, syndicale et politique, d'opposition, "en mesure de changer de la situation". Ils n'ont pas dit et il n'est pas clair à qui ils l'ont proposé et le proposent.

Si la proposition de Rinaldini et de Cremaschi est adressée à Epifani & Co, s'ils demandent que ceux-ci s'en fassent les promoteurs, ce n'est clairement pas une proposition sérieuse. Autant qu'il est évident que le gouvernement de la bande Berlusconi a d'autres intentions et rôle qu'un engagement extraordinaire triennal pour créer des postes de travail, ils est évident qu'Epifani & Co ont l'intention de faire bien autre chose : ils adressent les espoirs des masses populaires vers la bande Berlusconi.

C'est différent si la proposition est adressée aux travailleurs et donc si Rinaldini, Cremaschi et la FIOM dont ils sont les dirigeants propose de se faire de toute façon, même contre la volonté d'Epifani & Cie, les initiateurs d'un tel mouvement de lutte, syndicale et politique, en mesure de changer de la situation.

Il y a dans tous les cas un motif réel pour lequel la FIOM a avancé une telle proposition. Sur ceci nous pouvons et devons faire compte.

Beaucoup de camarades et de travailleurs avancés ont tordu le nez lorsque le CC du (n) PCI, dans ses salutations au 16e Congrès de la CGIL, a dit

1. qu'un mouvement de lutte, syndicale et politique, est effectivement en mesure de changer le cours des choses *si il combine toutes les luttes revendicatives en cours dans la volonté de constituer un gouvernement d'urgence* qui est l'unique voie pour changer réellement le cours des choses ;
2. que précisément grâce à cette voie "la CGIL et même la FIOM toute seule ont en main les clés pour donner à la crise en cours la solution conforme aux intérêts des travailleurs et du reste des masses populaires".

Certains nous ont même écrit et nous ont rappelé avec des mots indignés les méfaits dont la CGIL et même la FIOM ont été les complices de la bourgeoisie et de son gouvernement contre les travailleurs, dans la longue période de la concertation et de la compatibilité.

Effectivement il y a eu dans notre pays une longue période qui commence au moins en 1978 (tournant de l'EUR sous la direction de Lama), lorsque Giorgio Benvenuto, le secrétaire de l'UIL (il y avait alors l'unité syndicale et les Conseils d'usine (conseils dans lesquels participaient les travailleurs de la base, syndiqués ou non, tous électeurs et éligibles NDLR) et les ouvriers de l'industrie métallurgique et mécanique de la CGIL, la CISL et l'UIL avaient même créé un unique syndicat, la FLM), proclamait que "*les ouvriers devaient rendre au moins une partie des droits et des salaires qu'ils avaient arrachés aux patrons*". Une longue période de collaboration des grands syndicats et des grands partis soi-disants communistes et socialistes avec les patrons et leurs gouvernements : de "compromis historique", de collaboration, de concertation, de compatibilité, de complicité, de subordination. Une longue période qui a coïncidé avec la désagrégation finale et enfin la liquidation du PCI (réunion de Bolognina, 1989), avec la phase terminale de la décadence de l'Union soviétique et de tous les premiers pays socialistes jusqu'à leur écroulement.

Si nous ouvriers, travailleurs, masses populaires sommes arrivés dans le marécage actuel, si la République Pontificale qui en 1948 pour s'imposer avait dû adopter la Constitution née de la Résistance que Berlusconi maintenant dénonce comme soviétique (comme si c'était une insulte, et qui est au contraire une reconnaissance de la valeur historique et universelle de la révolution socialiste soviétique), est en proie aux "essais de fascisme" accomplies par des groupes criminels comme Force Nouvelle, Casa Pound etc., et le terrain de mesures racistes et impopulaires comme la loi Turco-Napolitano et la loi Bossi-Fini, la loi Treu et la loi Biagi, les refoulements en mer et les CIE, l'attaque contre le Statut des Travailleurs (1970) et le CCNL, la "loi de sûreté" de Maroni, la limitation des droits syndicaux et les attaques

promues par la Ligue du Nord et la bande Berlusconi contre l'existence même de syndicats pas entièrement complices des patrons ; si nous en sommes arrivés à ce point, on doit avoir commis beaucoup d'erreurs et d'infamies et qui dirigeait le mouvement ouvrier en porte toute la responsabilité. Le plus grand était son rôle dirigeant dans une période aux résultats aussi désastreux, la plus grande est sa responsabilité. Les organisations syndicales et politiques suivies pendant des années par l'énorme majorité des ouvriers actifs, leurs dirigeants et la ligne qu'ils ont suivie et imposée, sont responsables du marasme auquel a abouti la République Pontificale.

Le syndicalisme de base est né comme une rébellion contre ces infamies et ces erreurs. Ceci est son grand mérite, le rôle historique que le syndicalisme de base a joué, le rôle qu'en jouant il a grandi, le rôle qu'il doit revendiquer d'avoir joué dans le passé, dont aujourd'hui il doit se faire fort, et qu'aujourd'hui il doit développer dans le nouveau rôle que les nouvelles circonstances permettent et réclament.

On ne fait pas l'histoire avec des si et non plus avec des récriminations sur le passé, bien que le passé ne doive pas être oublié, au contraire il doit être étudié avec soin pour apprendre que faire et quoi ne pas faire dans la situation actuelle.

L'importance du Congrès de fondation de l'Union Syndicale de Base (d'USB) est en réalité principalement dans ceci : il peut avoir un rôle décisif aux fins de l'évolution de la crise. Il peut déterminer l'inversion du cours des choses dans notre pays et par ricochet en Europe (pour le meilleur et pour le pire une certaine Union Européenne existe : les patrons l'emploi contre nous, mais si nous adoptons la ligne adaptée nous pouvons l'employer contre eux) et dans quelque mesure donc dans le monde.

Ceci se produira certainement si le Congrès de fondation de l'USB décide que le Syndicalisme de base se mette à la tête de ce mouvement de lutte, syndical et politique, que Rinaldini, Cremaschi et d'autres dirigeants de la FIOM ont ventilé et que d'autres dirigeants de la CGIL aujourd'hui regardent avec faveur, mais ils hésitent à lancer et que le syndicalisme de base donne à ce mouvement un débouché bien défini : la constitution d'un gouvernement d'urgence pour faire face à la crise.

Nous ne savons pas vers qui Rinaldini et Cremaschi ont tourné leur proposition. Nous savons encore moins combien en eux même Rinaldini, Cremaschi et leurs associés sont sincères, mais la chose n'a de toute façon pas beaucoup d'importance. Encore moins nous savons s'ils ont le courage, l'audace et la capacité pour réaliser leur propre proposition. Mais nous savons avec certitude que les ouvriers de la FIOM, qui font la force de Rinaldini et Cremaschi, ont besoin et auront toujours plus besoin de réaliser cette proposition et au contraire de la concrétiser mieux, parce que la crise avance, parce que la crise n'offre pas de trêve, parce que la crise s'aggrave et s'aggravera. Et non seulement les ouvriers inscrits à la FIOM, mais même ceux inscrits à la CGIL, même ceux qui ne sont inscrit à aucun syndicat et même ceux inscrits aux autres syndicats de régime en ont besoin.

Nous savons avec certitude qu'ils ne trouveront pas de réponses adaptées à leurs besoins de la part de la bande Berlusconi, mais pas non plus de la part de Fini, de Casini, de Bersani et de la République Pontificale en général. Parce que le Vatican et les Organisations Criminelles n'ont pas de solution pour la crise en cours. Ils peuvent seulement la prolonger, en imposant des larmes et du sang aux travailleurs et aux masses populaires (mesures Tremonti).

Les groupes criminels fascistes et la Ligue du Nord ont certes une solution à court terme pour la crise : une solution faite de mesures racistes et réactionnaires, en déchaînant une partie des masses contre l'autre, les Italiens de naissance contre les immigrés, les travailleurs du Nord contre ceux du Sud, ceux d'une région contre ceux d'une autre jusqu'à déchaîner tous, s'ils en ont la force et les moyens, contre d'autres peuples comme en leur temps le firent Mussolini et Hitler, à piller d'autres pays pour remédier à la crise du capitalisme chez nous. Si nous ne les arrêtons pas à temps,

ceci est le cours que dans la moyenne période les groupes criminels fascistes et la Ligue du Nord en concurrence entre eux, ceux d'entre eux qui prévaudront à la tête de la mobilisation réactionnaire des masses populaires, imprimeront au cours des choses pour sortir de la crise. Mais si la mobilisation réactionnaire devait prévaloir, alors la lutte de classe se posera en formes différentes de comment elle se pose aujourd'hui. Aujourd'hui il s'agit de prévenir ce développement, de mobiliser les masses populaires pour un cours différent. Il y en a encore la possibilité. Le Syndicalisme de base est aujourd'hui appelé à cueillir cette possibilité.

La mobilisation réactionnaire se développe, mais pour prévaloir elle doit balayer également les groupes dirigeants de la FIOM et de la CGIL. En effet, ceux-ci, malgré toutes les infamies qu'ils ont accompli dans le passé, par leur histoire et par l'ADN des organisations qu'ils dirigent, ne sont pas homologables dans la mobilisation réactionnaire promue par la Ligue du Nord, les groupes fascistes comme Force Nouvelle et Casa Pound ou ceux qui prendront leur place en émergeant dans les "essais de fascisme" en cours.

Ceci donne au Syndicalisme de base une force beaucoup plus grande que son actuelle consistance numérique. En effet si il se met à la tête du mouvement pour créer un gouvernement d'urgence qui fasse face à la crise, il peut compter sur des forces beaucoup plus grandes que celles qui sont aujourd'hui dans ses rangs. On vérifiera quelque chose de semblable à ce qui s'est passé lorsque les syndicats de base ont proclamé à Milan la grève des transports urbains alors que les patrons et même la CGIL faisaient pression sur les travailleurs pour qu'ils ne fassent pas grève (la grève fut suivie massivement, y compris par les adhérents de la CGIL comme des autres syndicats NDLR).

Les travailleurs de la FIOM ont besoin d'un mouvement de lutte, syndicale et politique, qui change le cours des choses.

Pour ceci les dirigeants de la FIOM ont ventilé un mouvement qu'ils n'entendent peut-être pas vraiment promouvoir.

Les dirigeants de FIOM devront y adhérer, si ce mouvement se crée. Il se créera si le Syndicalisme de base le promeut.

Le Syndicalisme de base n'est peut-être pas encore assez fort pour mener jusqu'au bout tout seul un pareil mouvement.

Mais peut-être qu'il est déjà assez fort, répandu et jouit déjà parmi les travailleurs d'assez de confiance et de prestige pour faire pencher la situation dans ce sens, pour déclencher un semblable mouvement. A un moment où les dirigeants de la FIOM hésitent encore, ils seront forcés à se décider sur l'initiative du Syndicalisme de base.

Il ne s'agit pas de déclarer quelque grève, qu'elle soit générale ou plus ou moins suivie. Quelques grèves, aussi générales soient-elles, ne changent pas la situation si elles ne donnent pas de résultats décisifs. Des luttes seulement revendicatives sans résultats et sans fin, épuisent les travailleurs, les démoralisent, dressent les travailleurs contre les travailleurs, ouvrent un terrain favorable aux manœuvres des patrons, des criminels fascistes, de la Ligue du Nord pour diviser. Aujourd'hui les travailleurs n'ont pas en face un gouvernement et un patronat en mesure de satisfaire sur une large échelle et durablement les demandes de tous les travailleurs, même pas seulement celles élémentaires. Cette donnée de fait est incontestable. De par là même se réduit la force d'une grève générale et de toute action seulement revendicative, et se réduit aussi l'adhésion des travailleurs. Facile ensuite pour qui est contre le mouvement de lutte de dire : « Vous voyez ! Ce sont les travailleurs qui ne luttent pas ! ». Ils ne luttent pas parce que revendiquer la fin de la crise de qui n'est pas en mesure la donner, n'entraîne pas à la lutte celui qui n'en est pas encore convaincu et démoralise celui qui en est convaincu.

Aujourd'hui pour faire face à la crise il ne s'agit pas principalement de mobiliser les masses à revendiquer quelque chose des patrons et de leurs Autorités. Ce qui est décisif est d'assumer, proposer et réaliser jusqu'au bout un projet politique réaliste qui rassemble, reprend et rend réalistes toutes les revendications des masses populaires : constituer un gouvernement d'urgence formé de personnalités qui jouissent déjà de la confiance des Organisations Ouvrières et des Organisations Populaires et sont décidées à faire face à la crise.

Les OO et les OP existent déjà par milliers dans le pays et se multiplieront si une organisation déjà assez large et forte

se met la tête du mouvement pour constituer un gouvernement d'émergence qui ait comme tâche principale et prioritaire le plein emploi : à chaque adulte un travail digne, aucun travailleur ne doit être licencié, aucune entreprise ne doit être fermée, substituer les productions nuisibles ou inutiles, à chaque entreprise ce qu'il faut pour fonctionner, à chaque individu ce qui est nécessaire pour une vie digne. Un gouvernement d'exception, qui subordonne tout le reste des relations internes et internationales à cet objectif, au-delà de chaque loi et habitude, au-delà de chaque privilège et prétention des riches et du clergé.

Les Organisations Ouvrières et les Organisations Populaires appuieront un tel gouvernement, elles lui indiqueront cas par cas les dispositions particulières et concrètes qu'il doit prendre pour réaliser l'objectif pour lequel il est constitué, appliqueront directement ses dispositions chaque fois que les fonctionnaires de l'État rechigneront à les appliquer, briseront les manœuvres de boycottage et de sabotage que certainement les groupes les plus réactionnaires et criminels de la bourgeoisie, du clergé et des riches en général mettront en oeuvre.

Est-il possible de constituer un semblable gouvernement ?

C'est possible si les Organisations Ouvrières et les Organisations Populaires font du plein emploi un problème d'ordre public.

Les Organisations Ouvrières et les Organisations Populaires le feront si une organisation assez large, qui jouit déjà d'une certaine confiance, qui a déjà une certaine force et un certain prestige, se fait l'initiatrice d'un tel projet.

C'est au Congrès de fondation de l'USB ou au syndicat auquel le Congrès donnera la vie d'évaluer, mais vite ou dans un proche avenir parce que le temps n'est pas illimité et que la mobilisation réactionnaire se développe en concurrence, si l'USB est cette organisation. Si elle a la force, le courage et l'audace pour déclencher un mouvement qui forcerait la FIOM et même au moins une partie du reste de la CGIL à se mettre à sa tête.

Si l'on crée un mouvement pour constituer un gouvernement d'émergence qui fait face à la crise, les institutions de la République Pontificale, à partir du Vatican, seront forcées à accepter et ratifier la formation d'un tel gouvernement.

Il est impossible de gouverner un pays moderne contre la mobilisation de la masse des ouvriers. Les grèves de Mars 1943 marquèrent la fin du régime fasciste : quatre mois après, en Juillet 1943, le Grand Conseil Fasciste, le Roi et ses généraux ne firent que la sanctionner.

Face à la mobilisation des ouvriers, la classe dominante soit la brise rapidement par la force soit doit trouver un compromis. L'alternative à ratifier un gouvernement qui jouisse de la confiance des ouvriers, est d'instaurer un régime de terreur, faire intervenir les Forces Armées. Même si une partie de la bourgeoisie et du clergé caresse déjà l'idée d'instaurer un régime terroriste, la division et la mobilisation réactionnaire des masses ne sont pas encore assez développées, les conditions internes et internationales pas encore prêtes pour instaurer un semblable régime.

Une partie décisive de la même bourgeoisie et du clergé est encore contre instaurer un tel régime.

Certains groupes sont contre par inclination ou intérêt, d'autres parce qu'ils craignent qu'il finisse mal pour eux, d'autres parce que lucidement ils estiment qu'il n'y a pas encore les conditions nécessaires son succès, qu'ils ont besoin de temps pour les créer, qu'il faut prolonger plus longtemps et aggraver le climat de république de Weimar que déjà aujourd'hui on respire en Italie.

Certains groupes de la classe dominante ratifieront le gouvernement d'émergence constitué par les OO et les OP en comptant reprendre en main normalement la situation lorsque les choses se seront calmées.

D'autres groupes le ratifieront parce qu'ils estiment avoir besoin de temps pour créer les conditions nécessaires pour instaurer un régime terroriste, parce qu'ils estiment qu'il faut laisser la situation des masses populaires empirer encore, qu'il faut diviser encore plus et opposer plus profondément les masses pour que se crée la situation adaptée : on se proposera de faire tout ce qui est nécessaire pour faire échouer le gouvernement d'émergence constitué par les OO et les

OP, de lui faire faire ce que ces jours-ci font les gouvernements "socialistes" de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, jusqu'à réussir à mobiliser une partie suffisante des masses populaires en faveur d'un gouvernement d'émergence de la droite la plus réactionnaire et criminelle, de la droite fasciste.

Une fois constitué un Gouvernement de Bloc Populaire, ce sera à nous communiste et à la partie la plus avancée des travailleurs et des masses populaires d'empêcher que leurs rêves se réalisent. Mais ce sera la phase suivante de la lutte de classe, une phase à venir. Nous devons alors faire en sorte qu'avec son activité le gouvernement d'émergence constitué par les OO et les OP, appuyé et défendu par elles, coupe l'herbe sous les pieds à la mobilisation réactionnaire des masses populaires, principalement et d'abord en réalisant l'objectif principal du GBP, en prenant tous les mesures nécessaires et en les réalisant principalement par l'intervention diffuse, assidue et sans réserves des OO et des OP.

Quant à nous communistes, le gouvernement d'émergence que les OO et les OP constitueront, ne sera pas notre gouvernement. Mais nous l'appuierons loyalement, avec force et sans réserves, à la seule condition qui tienne foi en ses tâches principales. Seul celui qui n'est pas convaincu de ses idées n'ose pas faire des compromis avec des courants, groupes et individus avec lesquels il n'est pas d'accord à 100%, avec lesquels il peut faire seulement un morceau de route. Nous communistes, sommes sûrs de nos raisons et de nos conceptions. Nous sommes certains de pouvoir mener la révolution socialiste jusqu'au bout, parce que nous sommes certains que l'expérience pratique et sur large échelle mise en marche par le gouvernement d'émergence, créé par les OO et les OP, convaincra les larges masses populaires des raisons qui pour l'instant sont patrimoine seulement de nous et de petits groupes, de toute façon encore pas suffisants pour qu'instaurer le socialisme soit un objectif immédiat.

Déjà aujourd'hui nous essayons avec toutes nos encore faibles forces :

- de convaincre les OO et les OP qu'elles doivent constituer un gouvernement d'émergence, le Gouvernement de Bloc Populaire,
- de multiplier partout les OO et les OP,
- de faire de sorte que les OO et les OP se coordonnent au niveau local, provincial, régional et national.

Ceci est le réel ordre du jour que la situation historique impose au Congrès de fondation de l'Union Syndicale de base.

En l'affrontant concrètement et honnêtement, avec intelligence et courage, le Congrès sera à la hauteur de ses tâches et couronnera le long travail accompli par le Syndicalisme de base contre les infamies de la collaboration, de la concertation, de la compatibilité et de la subordination pratiquées pendant longtemps par les syndicats de régime.

Chercher à éluder les tâches que la situation impose, condamnerait le Congrès et l'Union Syndicale de base : il condamnerait même le Syndicalisme de base à être d'abord vidé et ensuite emporté par la mobilisation réactionnaire des masses populaires développée par la Ligue du Nord, les groupes criminels fascistes déjà en lice dans les "essais de fascisme" ou ceux qui prendront leur place.

Nous communistes, souhaitons aux délégués du Congrès de fondation de l'USB d'être à la hauteur de leur tâche et d'imprimer avec leurs décisions un tournant irréversible au cours des choses.

**Ce n'est pas que la bourgeoisie et le clergé sont forts : les faits montrent au contraire leur faiblesse !
C'est que les masses populaires n'ont pas encore étalé leurs forces.**

**C'est à nous, c'est est à vous de créer les conditions pour qu'elles étalent leurs potentialités.
Alors aucune force réactionnaire ne pourra faire face aux masses populaires.**

Bon travail, camarades !